



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

frais de cure

Question écrite n° 29775

Texte de la question

M. François Brottes attire l'attention de Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité sur l'importance du thermalisme et l'inquiétude des stations thermales suite aux annonces contenues dans le « plan stratégique » de la CNAM. Ce plan, en effet, prévoit de réduire de 500 millions de francs en année pleine le montant des dépenses thermales à la charge de l'assurance maladie. Une telle décision, s'il lui était donné suite, aurait de lourdes conséquences sur l'économie des régions thermales. Le thermalisme, qui ne représente que 0,2 % environ des dépenses d'assurance maladie, contrairement à la situation de plusieurs pays voisins européens, joue en revanche un rôle important en matière d'aménagement du territoire. L'activité thermique pèse 120 000 emplois directs, indirects et induits. Cette décision serait également préjudiciable aux comptes mêmes de l'assurance maladie. En effet, d'après la CNAM, la crénothérapie, qui représente 800 millions de francs de recette pour l'assurance maladie, conduit, dans 60 % à 80 % des cas, à l'amélioration de l'état de santé des patients, ce qui a pour conséquence directe une réduction significative de leurs dépenses de santé dans l'année suivant la cure. En conséquence, inquiet pour la crénothérapie, représentée dans sa circonscription iséroise par les stations renommées d'Uriage et d'Allevard-les-Bains, il lui demande les suites qu'elle entend donner, pour ce qui concerne la crénothérapie, aux propositions de la CNAM.

Texte de la réponse

La Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) a ouvert une réflexion sur les moyens de parvenir à une meilleure utilisation des ressources de l'assurance maladie. Cette démarche qui englobe le thermalisme, activité de soins remboursée par l'assurance maladie, s'inscrit dans la logique de ses compétences et n'est pas, en soi, contestable, ne serait-ce que parce que les derniers chiffres disponibles sur ce secteur font état d'une augmentation importante des dépenses thermales remboursées (+ 5 % en 1998 par rapport à 1997). Le conseil d'administration de la CNAMTS a proposé le 12 juillet dernier une mesure de restriction de la prise en charge des cures thermales, laquelle serait limitée à deux orientations thérapeutiques : d'une part les voies respiratoires, concernant particulièrement les enfants et d'autre part la dermatologie, concernant le traitement des personnes gravement brûlées ou atteintes de dermatoses difficiles à traiter. Pour les autres indications thérapeutiques, telle la rhumatologie, la prise en charge serait progressivement diminuée sur une période de cinq ans, cette période devant permettre aux établissements concernés d'opérer une réorientation de leur activité. La ministre de l'emploi et de la solidarité a décidé de ne pas donner suite à ces propositions. Le Gouvernement n'a pas en effet l'intention de remettre en cause cette activité. Le thermalisme fait partie intégrante de notre système de santé et les cures thermales doivent faire l'objet d'une approche globale tant en termes de santé publique que d'admission au remboursement. Il convient cependant de s'assurer de la pertinence des prises en charge des cures thermales. Les caisses d'assurance maladie et leurs services médicaux ont un rôle déterminant à jouer dans cette action. Par ailleurs, il importe de pouvoir garantir les bonnes conditions de fonctionnement des établissements de cure thermique au regard des exigences de sécurité sanitaire. Afin de disposer d'une analyse d'ensemble de la situation du thermalisme, la ministre de l'emploi et de la solidarité a décidé de confier une mission sur son avenir à une personnalité qualifiée. Cette

mission procédera à un bilan du thermalisme dans notre pays, analysera la réglementation en vigueur, proposera, si nécessaire, des adaptations et précisera les conditions de mise en oeuvre d'une procédure d'accréditation des établissements thermaux, dans un souci de qualité des prestations offertes et de bon usage des soins. La mission travaillera, en concertation étroite avec l'ensemble des acteurs concernés. Ses conclusions et propositions sont attendues d'ici la mi-2000.

Données clés

Auteur : [M. François Brottes](#)

Circonscription : Isère (5^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 29775

Rubrique : Assurance maladie maternité : prestations

Ministère interrogé : emploi et solidarité

Ministère attributaire : emploi et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 10 mai 1999, page 2778

Réponse publiée le : 22 novembre 1999, page 6721